

# Revendications de l'Assemblée Générale des personnel.le.s, professeur.e.s et étudiant.e.s de l'Université de Bourgogne, campus de Dijon, du 26 avril 2018.

Nous, personnel.le.s, étudiant.e.s et enseignant.e.s réuni.e.s en assemblée générale portons les revendications suivantes :

- **Abrogation de la loi ORE** et du dispositif Parcoursup, qui introduisent des logiques de sélection et de tri social inacceptables à l'entrée des universités et coûteuses pour celles-ci. Nous souhaitons une université ouverte à toutes et à tous.
- **Augmentation des moyens** accordés à l'université afin de permettre aux personnel.le.s d'assurer leur mission de service public, et aux étudiant.e.s de réussir dans les meilleures conditions. L'université a besoin de 2 milliards par an *a minima*. Cet argent existe : le Crédit Impôt Recherche accordé aux entreprises s'élève à 6 milliards d'euros chaque année. Nous demandons également la fin du gel des postes des personnels (BIATSS et enseignant.e.s chercheur.seuse.s), et des moyens pérennes pour lutter contre la précarité croissante des personnel.le.s de l'université. C'est le choix politique le plus adapté pour répondre aux défis d'un enseignement supérieur de qualité.
- **Fin de la répression**, de la présence policière et des sociétés privées de sécurité dans notre université. Cette présence crée un climat délétère qui freine les initiatives du mouvement social. Nous exigeons de pouvoir mener des débats ouverts et démocratiques sur la place de l'université dans la société. Nous réclamons donc que toutes les composantes de la Faculté banalisent les cours lors des journées de mobilisation (Assemblées Générales et manifestations). Les réformes en cours ont été imposées de façon verticale et sans dialogue. Elles sont par ailleurs largement inapplicables et ne répondent pas aux problèmes concrets que rencontre aujourd'hui l'université.

- Dans l'état actuel, et face aux urgences, nous appelons les personnel.le.s concerné.e.s à **refuser de classer** les dossiers et de siéger dans les commissions d'examen des dossiers de candidature. Nous demandons aux doyen.ne.s de procéder au « surbooking » (nombre d'appelé.e.s égal au nombre de candidature) afin que tous les bacheliers et bachelières souhaitant s'inscrire à l'uB soient accueilli.e.s en septembre prochain. Enfin, nous réclamons une transparence totale dans les décisions prises par les instances centrales (publication des données de paramétrage de Parcoursup notamment).
- Nous réclamons le maintien du service public d'orientation (CIO) que le gouvernement s'apprête à supprimer en le transférant aux seules régions, lesquelles sont soumises aux besoins du marché du travail local. Par ailleurs, depuis 4 ans, l'université d'été du MEDEF est subventionnée par l'université de Bourgogne, à hauteur de 10 000 €, en plus du prêt des locaux. Nous réclamons la fin de ces subventions, ainsi que la préservation de l'indépendance des universités par rapport aux intérêts économiques.
- Au vu du projet de réforme de la licence, aboutissant de fait à la fin de la compensation des UE et des rattrapages, nous exigeons du Président Bonnin qu'il s'engage à maintenir ces acquis.

Nous réclamons donc la mise en œuvre de toutes nos revendications afin de permettre aux étudiant.e.s, professeur.e.s et personnel.le.s mobilisé.e.s de reprendre le cours de leurs études et de leurs travaux. Si nous ne sommes pas entendu.e.s, la mobilisation ne cessera pas de se renforcer.

**A ce titre, nous vous appelons, toutes et tous, membres de l'uB, à rejoindre les prochaines mobilisations.**